

LES JOURNALISTES NE VEULENT PLUS ÊTRE LES OUBLIÉS DE LA NÉGOCIATION SOCIALE



Les journalistes de la FILPAC CGT, toutes formes de presse confondues, constatent que le contexte national a rarement été aussi détérioré pour les journalistes professionnels.

Sur le plan législatif, d'abord, malgré les oppositions et les manifestations, le gouvernement Macron tente d'imposer sa loi « sécurité globale », véritable atteinte à la liberté d'expression et d'information.

Depuis plusieurs années, la capacité des journalistes à exercer leur métier est gravement remise en cause par l'ultralibéralisme et l'ultra autoritarisme. Cette loi en constitue un apogée, et fait d'ailleurs l'objet de la condamnation des instances européennes et internationales. La FILPAC CGT, pour sa part, s'opposera sans discontinuer à toute loi prélude à un gouvernement répressif et autoritaire, s'affranchissant des contre-pouvoirs de la presse et de la justice.

Le métier de journaliste, attaqué par le gouvernement et laissé à l'abandon par la négociation sociale, évolue très rapidement avec la digitalisation des supports. Les journalistes ont vu leur fonction se transformer, ainsi que leur statut, acculés à accepter pour certains l'auto-entreprenariat qui les prive de tous les droits élémentaires, à commencer par le rattachement à la convention collective nationale des journalistes et l'obtention de la carte de presse ! Un fléau qui touche particulièrement nos confrères correcteurs, dont le métier disparaît, avec des conséquences navrantes pour la qualité de la presse écrite, et pire encore, en ligne. Toute la chaîne de production éditoriale, dont autrefois les rôles étaient bien déterminés, repose désormais sur les épaules de journalistes de plus en plus polyvalents... et de moins en moins... épaulés. De nouvelles fonctions émergent : vidéaste, éditeur web, community manager, monteur vidéo, etc. La charge de travail ne cesse de s'accroître, notamment sur des compétences techniques, alors que le métier s'appauvrit en termes de choix et/ou d'intérêt des sujets et de vérification de l'information. Web, print, événementiel, publi-reportage... les barrières sont floues et la précarité s'installe !

Or, la majorité des titres de presse ne font pas référence à ces nouveaux métiers, inexistantes dans les grilles de fonctions et de salaires. Pourquoi ? La première des

Les journalistes ont vu leur fonction se transformer, ainsi que leur statut (...)

causes, c'est qu'il n'existe pas de volonté de créer une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI). En d'autres termes, la convention collective nationale des journalistes ne vit pas et ne correspond plus aux réalités de terrain. Et surtout, à défaut de CPPNI, aucune déclinaison de cette convention collective n'est possible dans les diverses branches notamment de la presse écrite : quotidienne ou périodique, nationale ou locale, presse spécialisée, presse magazine, etc. C'est en partant de ce constat amer que le groupe de travail des journalistes de la FILPAC CGT a décidé d'élaborer plusieurs axes revendicatifs. Sur les millions d'euros promis par l'État dans le cadre du « Plan de relance » gouvernemental, une partie (18 millions par an) va être consacrée à la lutte contre la précarité pour permettre d'accompagner les acteurs les plus fragiles de la profession (pigistes, contrats courts, photojournalistes, dessinateurs de presse). À quoi va servir cet argent ? Comment va-t-il être utilisé ? Pour l'instant, nous n'en savons rien. Les statistiques de la commission de la carte de presse évaluent à un tiers les journalistes précaires, qu'ils soient à la pige ou en contrats courts, souvent des jeunes et des femmes, dont la rémunération est en chute libre depuis une vingtaine d'années. Pour la FILPAC CGT, c'est bien en direction de ces journalistes précaires que doivent être en priorité orientées ces aides et c'est grâce à un outil de gestion et de contrôle paritaire efficace, tel un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC), qu'elles devront être gérées. Le collectif des journalistes de la FILPAC CGT s'emploiera à ce que sa fédération soit partie prenante des négociations, en étant force de proposition.

Il est temps, pour les journalistes, de prendre en main leur destin et leur place dans la négociation sociale nationale et de branche. La FILPAC CGT se battra pour faire entendre leur voix et celle d'une profession depuis longtemps malmenée. •